

T.V. Sathyamurthy, Social Change and Political Discourse in India

Christophe Jaffrelot

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. T.V. Sathyamurthy, Social Change and Political Discourse in India. Revue Française de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1997, 47 (2), pp.251-254. hal-01044886

HAL Id: hal-01044886

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01044886>

Submitted on 24 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

T.V. Sathyamurthy, Social Change and Political Discourse in India

In: Revue française de science politique, 47e année, n°2, 1997. pp. 251-254.

Citer ce document / Cite this document :

Jaffrelot Christophe. T.V. Sathyamurthy, Social Change and Political Discourse in India. In: Revue française de science politique, 47e année, n°2, 1997. pp. 251-254.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1997_num_47_2_395172

Ni table rase, ni terre d'oubli, la Constitution est maintenant lieu de mémoire d'une République, moins monarchique que constitutionnelle.

Odile RUDELLE
CNRS

Centre d'étude de la vie politique française
Fondation nationale des sciences politiques

SATHYAMURTHY (T.V.) ed. — *Social Change and Political Discourse in India. Structures of Power, Movements of Resistance.* — Delhi, Oxford University Press, 1994-1996, 4 vol., X-365 p., X-355 p., XII-602 p., XII-490 p. Bibliogr. Index.

Cette somme de plus de 1 800 pages réparties en 56 chapitres est issue d'une série de trois colloques organisés en Inde entre 1989 et 1991 et constitue une première dans les sciences sociales indiennes en raison même de son ambition. Comme l'explique T.V. Sathyamurthy, l'artisan de cette entreprise, dans l'introduction générale – chaque volume est ensuite assorti d'une introduction propre –, cet ouvrage se veut inter-disciplinaire; il l'est tellement que peu de domaines des sciences humaines lui échappent: de la science politique à l'économie en passant par la sociologie, l'anthropologie et même l'histoire. Ces diverses approches se retrouvent dans les différents volumes et parfois s'entrecroisent au sein d'un même chapitre, même si chacun des volumes conserve une autonomie morale.

Le volume 1, intitulé *State and Nation in the Context of Social Change*, fait naturellement la part la plus belle à la science politique. Un chapitre y est consacré à la pratique indienne du non-alignement (par T.V. Sathyamurthy lui-même), un autre à l'administration, au parti du Congrès, etc. Ces points de passage obligés sont cependant traités sous un angle souvent original: il ne s'agit pas de décrire une énième fois les piliers de la politique indienne mais de les appréhender d'une façon moins convenue (en dépit d'accents néo-marxistes, sur lesquels je reviendrai). Les auteurs s'intéressent ainsi aux débats constitutionnels ou à la construction nationale (dans l'excellent chapitre de Sudipta Kaviraj) sous l'angle du discours et de son impact politique. On savait, dès ce premier volume, sorti en 1994, que l'ensemble ne serait pas un *traité* de la politique, de l'économie et de la société indiennes mais un effort pour renouveler les questionnements classiques.

Le volume 2, publié en 1995, a confirmé cette tendance. Il s'intitule *Industry and Agriculture in India since Independence*, mais ce titre est un peu trompeur car il est en fait consacré à l'économie indienne, y compris du point de vue des politiques macro-économiques: deux chapitres sont ainsi consacrés à la planification indienne et deux autres à la libéralisation en cours. L'appréciation très critique portée sur ces réformes qui remettent en cause le «modèle nehruiste» depuis 1991 reflète bien le parti pris «de gauche» qui imprègne tout l'ouvrage. Il permet de pointer des problèmes de fait considérables comme le risque d'une exacerbation des inégalités de développement régional que l'intervention de l'État avait réussi à contenir jusque-là (voir le remarquable chapitre de Krishna Bharadwaj). Néanmoins, les chapitres les plus intéressants portent sur les tendances qui travaillent l'agriculture indienne. Le chapitre de D. Bandyopadhyay, consacré au Bengale occidental, comme son titre ne l'indique pas («Reflections on Land Reform in India since Independence») permet à cet acteur de la réforme agraire dans cet État de montrer combien la pratique des communistes (au pouvoir à Calcutta depuis 1977) a été différente de celle, beaucoup plus conservatrice, du Congrès. Le chapitre de Utsa Patnaik et Zoya Hasan, lui aussi consacré à un État particulier, l'Uttar Pradesh, porte sur un des nouveaux enjeux de la scène politique, économique et sociale en Inde: la montée en puissance des mouvements paysans. Les auteurs montrent bien comment la réforme agraire (aussi timide soit-elle en Uttar Pradesh) et la Révolution verte ont favorisé l'émergence d'une catégorie nouvelle de petits propriétaires suffi-

samment prospères pour commercialiser une partie de leur production. Ces « capitalistes en char à bœufs », comme on les appelle parfois, ont récemment transformé les formes de l'organisation paysanne : autrefois, le propriétaire terrien était la cible des jacqueries, à présent, c'est l'État qui est visé en tant qu'il administre les cours des produits agricoles et le prix de l'électricité alimentant les systèmes d'irrigation. Les mouvements paysans qui se dressent à présent contre l'État de façon plus ou moins concertée ébauchent donc une forme de société civile. Les auteurs mettent cependant l'accent sur les limites de ce processus : d'une part, elles soulignent que ces mouvements paysans ne représentent véritablement que les petits propriétaires, pas les paysans sans terre ; d'autre part, elles mettent en avant la base de caste du principal « syndicat » de défense des paysans de l'Inde du Nord, le Bharatiya Kisan Union, de fait identifié aux paysans Jats. Il aurait toutefois été utile de compléter cette étude de cas par une autre, portant par exemple sur le Maharashtra où les mouvements paysans, qui ont vu le jour au cours des quinze dernières années, semblent posséder une base plus étendue : l'ouvrage ne se voulant pas un traité visant à l'exhaustivité, la sélection des études de cas peut engendrer certains biais. De même à propos de l'industrie, à laquelle un seul chapitre est consacré en propre, on aurait aimé voir apparaître le milieu des marchands, des castes en l'occurrence, dont sont issues les grandes familles capitalistes que bien des pays (notamment ceux issus de l'ex-URSS) envient à l'Inde pour leur sens des affaires.

Le troisième volume est sans doute celui qui parvient le mieux à dresser d'un problème un tableau complet sans sacrifier l'originalité des études de cas. Il est intitulé *Region, Religion, Caste and Culture in Contemporary India*, liste-catalogue qui peut laisser craindre la juxtaposition de coups de projecteurs sans lien les uns avec les autres, mais en fait, à l'exception du problème des femmes, tous ces termes renvoient aux menaces pesant sur la cohésion, voire l'unité de la nation indienne : les séparatismes et les autonomismes régionaux, les conflits entre communautés religieuses et les antagonismes de castes. Les régionalismes militants sont représentés par le Cachemire et le Nord-Est dans deux chapitres qui font bien le point sur les forces centrifuges travaillant ces zones. On regrette toutefois que le cas du Punjab, de tous le plus proche d'un règlement durable, ait été omis et que celui du Tamil Nadu n'apparaisse qu'en dernier (alors que les autres chapitres « régionaux » ouvrent le volume) et ne soit donc pas conçu comme une sorte de contre-exemple, la preuve que l'Inde sait aussi digérer les tensions régionales.

Les « communalismes » hindou et musulman sont, eux, considérés ensemble, un excellent chapitre de Sudhir Chandra étant même consacré aux relations entre les communautés à travers deux romans hindi. Le chapitre de Mushirul Hasan analyse sans fard la dégradation progressive de la condition des quelque cent millions de musulmans que compte l'Inde à cause, non seulement de la montée en puissance du nationalisme hindou, mais aussi de la stratégie du Congrès, dont le sécularisme s'est peu à peu érodé aux dépens des musulmans. En revanche, le nationalisme hindou n'est véritablement analysé que sous l'angle de l'idéologie : le chapitre de Arun Patnaik et K.S.R.V.S. Chalam consacre à celle-ci deux fois plus de place qu'à la pratique politique des mouvements qui la propagent. On retrouve là un autre parti pris de l'ouvrage, annoncé dans le titre général : le souci de se centrer sur les discours. Le chapitre de Sujata Patel, « On the Discourse of Communalism » répond à la même logique mais il tire sa richesse d'un effort réussi pour montrer combien le succès du nationalisme hindou est indissociable de la stratégie des hautes castes qui y cherchent un moyen de désamorcer les revendications croissantes des castes inférieures en réunifiant la société, sur le thème irénique de « tous les hindous sont frères ». La promotion d'une identité hindoue militante par la classe moyenne de hautes castes équivaut presque ici à une ethnicisation de la caste.

Cinq chapitres sont ensuite consacrés aux problèmes de caste en particulier. A nouveau, deux approches s'opposent et se complètent : deux chapitres présentent de façon très informative le mouvement intouchable depuis sa formation au siècle dernier et la politique des quotas mise en œuvre par l'État au profit des basses castes, en distinguant bien les principes de discrimination positive qui la sous-tendent de la pratique. Pendant des décennies, la clause constitutionnelle en vertu de laquelle les basses castes auraient dû bénéficier d'une forme d'*affirmative action* est en effet

restée lettre-morte et en 1990 l'annonce par le gouvernement d'un quota de 27 % des postes de l'administration centrale en faveur des basses castes a suscité une violente protestation de la part des hautes castes. Bien qu'il ait pris la peine d'ajouter un post-scriptum en 1994, l'auteur, P.C. Chatterji, n'explique cependant pas la façon dont les hautes castes se sont résignées à ce quota lorsque la Cour suprême l'a validé en 1992. En fait, la libéralisation économique actuelle offre à l'élite des débouchés bien plus lucratifs que l'administration (et l'armée, grande absente de cet ouvrage) dont elle se détourne donc peu à peu. À côté de ces deux chapitres, deux autres viennent en complément pour éclairer, respectivement, le discours des hautes castes sur les quotas et celui des *dalits* (littéralement « les hommes brisés », nom que se donnent les intouchables militants). La dimension subjective de cet enjeu hyper-sensible de la politique indienne est ainsi bien couvert.

Le volume 4 diffère des précédents dans la mesure où il n'y est pas question d'un domaine particulier, comme le politique, l'économie et la société, mais de thèmes transversaux. On y trouve de véritables petits essais comme le chapitre d'Ajit Roy, « The Changing Role of Violence in Indian Politics », où l'on retrouve les conflits entre communautés religieuses et entre castes ou encore celui de Promesh Acharya, « The Politics of Popular Education ». Ces deux titres suffisent toutefois à montrer le caractère très hétérogène du dernier volume où il est aussi question de droits de l'homme et d'environnement. Mais ce volume est intitulé *Class Formation and Political Transformation*, et de fait 5 chapitres sur 15 y sont consacrés à la « bourgeoisie » indienne, à la classe ouvrière et aux travailleurs agricoles. On retrouve là un des travers principaux de l'ensemble, la prégnance des catégories marxistes.

Il est en effet temps de porter un jugement plus global sur cette vaste entreprise. On l'a dit, ça n'est pas un banal traité qui passerait au crible de la description les différents aspects dont s'occupent les sciences sociales mais un savant dosage d'articles informatifs et d'études de cas ou de propos plus libres (portant même parfois sur la littérature et le cinéma). L'ouvrage est bien divisé en des sous-ensembles correspondant au politique, à l'économie et au social mais toutes les disciplines s'y côtoient et l'impression de liberté est grande. Néanmoins, deux réserves s'imposent.

Tout d'abord cette impression a ses limites. Le lecteur peut trouver pesante la part faite à l'héritage marxiste qui domine encore certains secteurs des sciences sociales en Inde. Certains chapitres semblent en trop : passe encore d'en publier un sur « Nation : Discourse and Intervention by the Communists in India », mais quel besoin, dans le même volume, d'avoir 20 pages sur « Class Alliances and the Nature of Hegemony : the Post-Independence Indian State in Marxist Writings » ou encore, dans le volume 4, « New Agrarianism and the Challenges for the Left » et « Strategy, Tactics, and Forms of Political Participation among Left Parties ». Ces textes sont loin d'être inintéressants, notamment parce qu'ils présentent un caractère introspectif, voire autocritique, visant à expliquer la stagnation de la gauche indienne. Néanmoins, la place ainsi faite aux partis communistes paraît disproportionnée. En outre, certains auteurs abusent de catégories marxistes dont la pertinence semble parfois limitée. Ravi Srivastava explique ainsi dans « India's Uneven Development and its Implications for Political Processes : an Analysis of Some Recent Trends », que depuis le milieu des années 1970 on assiste à la transformation « of the rural capitalists "class in itself" into a "class for itself" » (vol. 2, p. 232). Certes, la hausse du coût des inputs utilisés par les agriculteurs et la stagnation des prix agricoles ont favorisé l'émergence d'une solidarité économique des paysans-propriétaires, mais cela est-il suffisant pour parler de « classe capitaliste rurale », a fortiori « pour soi » ? D'autres contributeurs du livre, comme on l'a en partie vu, soulignent bien que la logique de classe se trouve souvent contredite ou amendée par celle de la caste ou de la communauté religieuse. La classe n'est certainement pas l'unité de base de la société indienne, en tout cas pas celle qui nous aide le plus à la rendre intelligible.

La seconde limitation de cet ouvrage tient sans doute à son caractère hétérogène. C'est là un signe de richesse mais aussi de dispersion. Le fil rouge est difficile à identifier. Sans doute réside-t-il, en liaison avec l'inspiration néo-marxiste de

nombreux auteurs, dans la dénonciation récurrente de la trajectoire indienne : la libéralisation qui risque d'aggraver les écarts sociaux et le communalisme qui remet en cause la laïcité de l'État sont ainsi des causes de préoccupation portant légitimement au pessimisme. L'ouvrage en retire une unité de ton mais pas nécessairement un thème fédérateur ; il ne répond pas de façon directe à la question : si l'Inde change, que devient-elle ? Or des pistes peuvent être explorées : la montée en puissance des basses castes, notamment en raison de leurs progrès économiques et de leur mobilisation politique dans les campagnes remet en cause la domination que l'élite exerçait sur tous les secteurs de la vie publique (de l'administration à la presse) ; la libéralisation économique alimente une catégorie de nouveaux riches mais attire aussi vers le secteur privé des membres de l'élite qui font ainsi de la place aux basses castes dans le secteur public où de nouveaux quotas leur sont attribués ; le déclin précipité du Congrès fait sans doute entrer l'Inde dans l'ère des coalitions politiques (et sociales) de façon durable ; la criminalisation croissante du politique rencontre ses premières limites avec le réveil du pouvoir judiciaire qui n'hésite plus à s'attaquer à un ancien Premier ministre. Autant de tendances de long ou de court termes qui tempèrent le pessimisme de l'ouvrage et qui auraient gagné à être explorées, non pas en plus, car il est déjà très long mais en remplacement des chapitres qui paraissent moins indispensables.

T.V. Sathyamurthy discute certaines d'entre elles dans la conclusion générale (par laquelle je conseillerais aux lecteurs peu familiers de l'Inde d'aborder l'ouvrage parce qu'on y trouve une forte synthèse construite de façon chronologique), mais il y est contraint à la brièveté, tout comme dans l'épilogue où les élections générales de 1996 n'en sont pas moins analysées de façon très convaincante comme un tournant dans la vie politique indienne, non seulement en raison de l'échec sans précédent du Congrès, mais aussi de la montée en première ligne des formations régionales et des conditions de régularité impeccables dans lesquelles s'est déroulé le scrutin : l'auteur, plus optimiste pour une fois, y voit un premier pas vers une véritable démocratie.

Au total, il faut saluer une entreprise sans équivalent dans les sciences sociales indiennes. Le lecteur non initié, mais auquel il est toutefois recommandé de posséder un bagage minimal, dispose avec cet ouvrage d'un « *reader* » irremplaçable, d'une véritable mine d'informations et d'analyses dans laquelle il peut puiser en s'aidant d'un index remarquablement complet. Pour ceux qui veulent aller plus loin, chaque chapitre est assorti d'une bibliographie.

Une remarque, pour finir, à l'adresse des membres de l'intelligentsia indienne qui, au risque de s'étioler (intellectuellement), dans un réflexe de crispation à la fois nationaliste et anti-impérialiste, dénoncent le rôle de « l'argent étranger » dans les sciences sociales indiennes : un tel ouvrage n'a pu être réalisé qu'en raison du soutien financier apporté par la Fondation Ford, à quoi il faut ajouter qu'un bon nombre des contributeurs, et T.V. Sathyamurthy lui-même, appartiennent à des institutions européennes...

Christophe JAFFRELOT
CNRS

Centre d'études et de recherches internationales
Fondation nationale des sciences politiques

LINZ (Juan J.), STEPAN (Alfred) — *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*. — Baltimore, London, The Johns Hopkins University Press, 1996. XX-480 p. Index. (A Johns Hopkins Paperback. Political Science)

Sans qu'eux-mêmes aient jamais utilisé ce mot, Juan J. Linz et Alfred Stepan ont apporté les deux ouvrages les plus novateurs sur ce que certains ont appelé la